



En format virtuel
10 et 11 mars 2021

Our Gathering • kexwkexwntsút chet
• tə sǫǫǫip ct • Mars 2021

RAPPORT SOMMAIRE



BC Assembly of First Nations



First Nations Summit



Union of BC Indian Chiefs

Canada

Table des matières

Résumé du rassemblement	3
Résumés des séances.....	5
Points saillants de l'évaluation	26
Conclusion et prochaines étapes	27
Annexe A : Trousse d'information et ordre du jour pour les délégués	28

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec : communicationspublications@sac-isc.gc.ca

www.canada.ca/services-autochtones-canada

1 800 567-9604

ATS seulement 1-866-553-0554

Catalogue : R1-68F-PDF

ISSN 2369-3398

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Services aux Autochtones Canada, 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Our Gathering • kexwkexwntsút chet • ta sǵǵǵip ct • March 2021 Summary Report

Résumé du rassemblement

La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰǰǰip ct, qui s'est tenue les 10 et 11 mars 2021, était le neuvième rassemblement annuel des chefs, des conseillers, des administrateurs, des Aînés et des jeunes des Premières Nations de la Colombie-Britannique, auquel ont participé des membres du Conseil des leaders des Premières Nations et des représentants de Services aux Autochtones Canada (SAC) et de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC). Le rassemblement, qui s'est tenu virtuellement en raison de la pandémie, a été organisé conjointement par le Conseil des leaders des Premières Nations, qui réunit des représentants du Sommet des Premières Nations, de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique et de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique, en collaboration avec SAC et RCAANC. *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰǰǰip ct*, a été animée par Jessie Hemphill et Harold Tarbell.

Présences

Cette année, le rassemblement virtuel a réuni 631 participants, dont 172 chefs et conseillers et 186 employés et représentants d'organisations des Premières Nations. Les participants des Premières Nations représentaient 142 communautés des Premières Nations de la Colombie-Britannique.

Programme

L'ordre du jour de ces deux journées comprenait des séances sur :

- les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;
- la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au Canada;
- le projet de loi C-15 : *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*;
- les communications;
- la gestion des urgences;
- l'éducation;
- le développement économique;
- les revendications particulières, ainsi qu'une discussion informelle en compagnie du chef national de l'Assemblée des Premières Nations et des ministres de Services aux Autochtones et de Relations Couronne-Autochtones.

Au cours des deux jours, les panélistes et les conférenciers ont fait part de leurs réussites, des leçons apprises et des pratiques exemplaires.

Protocoles culturels

Les protocoles culturels ont constitué un élément important de *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǰǰǰip ct*. Le chef Bob Baker de la Squamish Nation a ouvert le rassemblement par un chant d'honneur et de bienvenue. Une prière pour le repas du midi a été prononcée par l'Aînée Deanna George de la Tsleil-Waututh Nation. La prière d'ouverture de la deuxième journée a été prononcée par les Aînés Sam et Les George de la Tsleil-Waututh Nation et une prière pour le repas du midi a été prononcée par l'Aîné Larry Grant de la bande indienne Musqueam.



Aînée Deanna George, Tsleil-Waututh Nation



Chief Bob Baker, Squamish Nation



Aînés Sam et Les George, Tsleil-Waututh Nation



Aîné Larry Grant, bande indienne Musqueam

La Tsow-Tun Le Lum Society et l'Indian Residential School Survivors Society ont offert un soutien de santé et un soutien culturel tout au long du rassemblement, reconnaissant que certains sujets de discussion pouvaient peser lourd sur l'esprit et le cœur des participants. À tout moment, les participants ont pu entrer en contact avec un membre de l'équipe de soutien de leur choix par téléphone, par SMS ou par clavardage dans une salle de réunion sur la plateforme Zoom. Le document sur les mesures de soutien culturelles traditionnelles était disponible sur le site Web du Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations. On pouvait y trouver les coordonnées et de courtes biographies des personnes de soutien, ainsi que des renseignements sur la Tsow-Tun Le Lum Society et l'Indian Residential School Survivors Society.

Soutien technique

Le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations a fourni un soutien technique, logistique et promotionnel lors de *La Rencontre 2021, kexwkwntsút chet, tə sǰǰip ct*. C'est la plateforme Zoom qui a été retenue pour les visioconférences. Un espace de partage de documents sur le Web a servi de bibliothèque de ressources afin que les participants aient accès à des documents tels que l'ordre du jour, la trousse d'information des délégués et les informations sur les personnes fournissant un soutien culturel. Un sondage en ligne a été proposé pour recueillir les évaluations des participants concernant l'événement.

Résumés des séances

Les résumés des séances plénières et des réunions en groupes comprennent une brève description et les points saillants des propos tenus ainsi que des mesures de suivi.



Harold Tarbell, modérateur



Jessie Hemphill, modératrice

Bienvenue à la première journée

Conférenciers



*Chef Bob Baker,
Squamish Nation*



Catherine Lappe, directrice générale régionale, Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.



*Angela Bate, directrice générale
Traité et gouvernement autochtone, Négociations Ouest
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada*



*Chief Don Tom, vice-président
Union des chefs indiens de la C.-B.*

Ce qui a été entendu

La Rencontre a débuté par un moment de silence en l'honneur des personnes qui ont perdu la vie au cours de l'année écoulée. L'Aîné Bob Baker, de la Squamish Nation, a ensuite entonné un chant d'honneur et de bienvenue.

Catherine Lappe, directrice générale régionale de SAC pour la région de la Colombie-Britannique, a souhaité la bienvenue aux participants au rassemblement et a présenté le *rapport d'ensemble pour la*

région de la Colombie-Britannique, qui a été transmis aux participants par voie électronique. Elle a également donné un aperçu des principales mesures prises par SAC pour faire face à la pandémie.

Angela Bate, directrice générale, Traités et gouvernement autochtone, Négociations Ouest, RCAANC, a souhaité la bienvenue à tous les participants de *La Rencontre*.

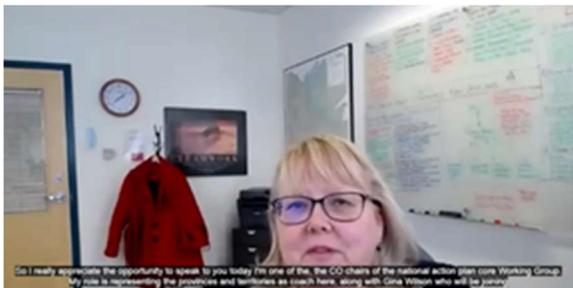
Le chef Don Tom, vice-président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, a souhaité la bienvenue aux participants et a ouvert la voie aux discussions qui devaient suivre.

« Il est important de nous réunir et de continuer à nous rencontrer et de fournir des conseils et formuler des commentaires. » – Chef Tom

Séance plénière

Femmes et filles disparues et assassinées

Conférencières



Valerie Royle, sous-ministre responsable de la Direction de la condition féminine, gouvernement du Yukon



Gina Wilson, sous-ministre, Patrimoine canadien

Ce qui a été entendu

Cette séance a permis de faire le point sur l'élaboration du Plan d'action national.

La sous-ministre Valerie Royle, sous-ministre responsable de la Direction de la condition féminine du gouvernement du Yukon, a fait le point sur le travail effectué au Yukon dans le cadre du Plan d'action national. Elle a notamment rappelé la vision, les valeurs, les principes et les 4 piliers de la stratégie : renforcement des liens et accompagnement, sécurité et justice communautaires, indépendance économique et éducation.

La sous-ministre Gina Wilson, Patrimoine canadien, a fait le point sur l'élaboration du Plan d'action national et a indiqué que le travail sur les langues et la culture autochtones était un élément essentiel de l'élaboration du Plan. Plusieurs initiatives en cours pour soutenir le Plan ont été soulignées, notamment la création de l'organisme national de surveillance des enquêtes de la GRC et le soutien du gouvernement fédéral pour lutter contre la discrimination et la violence systémiques à l'égard des peuples autochtones, des femmes et des personnes 2ELGBTQ+.

« Notre objectif commun est de lutter contre la violence sexiste et le racisme envers les Autochtones, et cela ne peut se faire que si nous entreprenons ce travail de manière globale et concertée, en rassemblant

les efforts menés au niveau de tous les pans de la société, afin d'agir au mieux pour les proches des familles des survivants et les générations futures. » – sous-ministre Wilson

Mesures de suivi

- La sous-ministre Wilson s'est engagée à discuter avec le sous-ministre de Relations Couronne-Autochtones de la représentation des différents groupes des Premières Nations de la Colombie-Britannique au sein du groupe de travail et des sous-comités du Plan d'action national.
- La sous-ministre Wilson s'est engagée à soulever la question de la formation en matière d'antiracisme et de sensibilisation culturelle auprès de la commissaire de la GRC.

Séance en petit groupe

Communication – « Pratiques exemplaires »

Conférenciers



*Davis McKenzie, directeur
Tox^wox^w (Becoming Clear) Communications (modérateur)*



*Chef Kevin Peacey,
Klahoose First Nation*



Cheffe Marie Quock, Iskut



*Andrea McDonald, gestionnaire des communications,
Services aux Autochtones Canada, région de la C.-B.*

Ce qui a été entendu

Les 11 premiers mois de la réponse à la pandémie de COVID-19 ont révélé le rôle vital de la communication. Cette séance a été l'occasion d'examiner les pratiques exemplaires en matière de communication pendant une crise et le succès des approches novatrices. Les panélistes ont fait part des expériences vécues au sein de leurs communautés.

Le modérateur, Davis McKenzie, membre de la Tla'amin Nation, a abordé les pratiques exemplaires en matière de communication dans le cadre de la réponse de la Tla'amin Nation à la COVID-19.

Davis McKenzie a présenté un résumé de la stratégie reposant sur 3 piliers :

- être capable de fournir en premier des informations exactes aux citoyens, aux voisins et aux médias;
- donner un visage humain à l'épidémie et aux travailleurs de première ligne qui y font face et remonter le moral des troupes;
- affronter des problèmes tels que le racisme anti-autochtone par le biais de communications conjointes.

En outre, des commentaires ont été formulés pour affirmer que le recours aux médias sociaux a été une réussite, notamment Facebook, lorsqu'il s'est agi de transmettre aux membres et aux communautés voisines des informations et des messages pertinents.

Enfin, 3 leçons majeures ont été tirées :

- le caractère primordial de la coordination et du leadership internes;
- l'importance d'être la première source d'information qui fait autorité;
- la nécessité, tout en demandant aux partenaires d'agir, d'assumer la responsabilité première des décisions.

Le chef Kevin Peacey de la Klahoose First Nation et la cheffe Marie Quock d'Iskut ont fait part des expériences de leurs communautés et de l'importance de leurs pratiques de communication dans la réponse à la pandémie et dans le déploiement de la vaccination. Les deux chefs ont déclaré que le fait de faire preuve de leadership et de soutenir les efforts de communication des équipes de gestion des urgences a été un élément clé de leur réussite.

Le chef Peacey a évoqué la réaction rapide de la communauté face à la pandémie, le soutien de son Conseil aux mesures d'intervention et les divers moyens de communication, tels que Facebook, les appels téléphoniques, les lettres, choisis par la communauté, notamment des discussions individuelles avec ceux qui ont trouvé les mesures sanitaires difficiles à suivre. Le chef Peacey a également souligné que sa communauté était consciente que des situations d'urgence telles que la pandémie pouvaient se reproduire et qu'elle avait donc travaillé sur des politiques de planification d'urgence et sur la mise en place d'une équipe d'urgence prête à intervenir.

La cheffe Quock a souligné que l'une des clés du succès de la réponse de la communauté a été de maintenir le calme des membres, de faire en sorte que le Conseil et l'équipe de gestion des urgences travaillent ensemble de manière coordonnée et d'adopter différents moyens de communication, notamment Facebook, des vidéos en direct, des avis écrits, des appels téléphoniques et des écrans contenant des informations placés aux points de contrôle de la circulation, au moyen desquels étaient communiquées des informations factuelles et qui affichaient des messages rassurants. La cheffe Quock a également évoqué les efforts de coopération avec la société minière locale et l'équipe régionale de gestion des urgences, qui ont contribué à la protection de la communauté.

« Nous croyons toujours qu'il vaut mieux privilégier la prévention plutôt que la gestion de crise, et c'est donc sur la base de ce principe que nous avons travaillé, dès notre première réunion. » – Cheffe Quock

La séance a duré plus longtemps que prévu en raison du nombre de participants désireux de faire part de leurs activités de communication et de leurs réussites et difficultés. Face au grand intérêt suscité, la séance s'est terminée avec l'annonce faite par Jehan Casey, du SFPPN, de l'intention de proposer un nouveau cours de communication virtuel dispensé par Davis McKenzie au cours de l'année 2021; l'élaboration et la prestation du cours ont été financées par SAC en réponse aux commentaires formulés lors de *La Rencontre 2020*. Des liens vers la [mise à jour pour la région de la Colombie-Britannique](#) ainsi que vers la [Trousse de communication des Premières Nations](#) ont été mis à la disposition des participants.

Mesures de suivi

Pour répondre au besoin exprimé de développer les compétences en communication au sein des communautés, SAC soutient le Secrétariat de la fonction publique des Premières Nations dans la mise au point d'une trousse de communication en ligne par le biais du Programme de développement professionnel et institutionnel. Communications de SAC fournira un soutien en nature pour la conception et le lancement de la trousse en ligne.

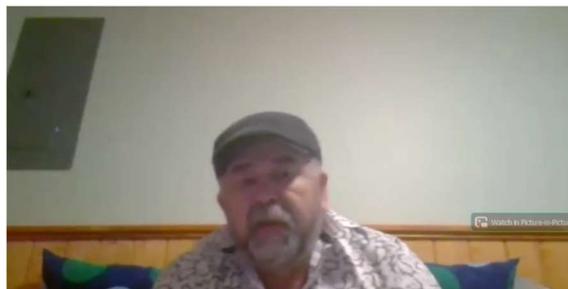
Séance en petits groupes

Gestion des urgences – « Répondre à une pandémie mondiale »

Conférenciers



*Kupki7 Helen Henderson, Canim Lake First Nation /
Tsq'escen'emc (peuple de Broken Rock)*



*Chef Joe Alphonse,
Gouvernement Tl'etinqox*

Ce qui a été entendu

Les panélistes ont discuté des conséquences de la COVID-19 au sein de leurs communautés, des leçons qu'ils ont tirées de leur réponse à la pandémie et de leur vision de l'avenir.

Kupki7 Helen Henderson a commencé par présenter la communauté de Canim Lake, puis a raconté le déroulement de l'épidémie de COVID-19 dans la communauté et comment le plan d'intervention d'urgence a été déclenché et mis en œuvre. Kupki7 Henderson a souligné plusieurs défis imprévus qui ont dû être résolus, tels que la restriction de l'accès à certaines parties de la communauté en raison des barrières routières, l'isolement du personnel essentiel, par exemple, les travailleurs de la santé, et les difficultés de communication avec les membres, qui ont été exacerbées par les problèmes de connectivité dans la communauté.

Plusieurs leçons ont été tirées :

- la pénurie de personnel a mis en évidence la nécessité de se préparer à une exposition et à un isolement massifs;
- un plan de communication a été nécessaire et il a été adapté à la communauté : les chefs de famille ont reçu des informations vitales par le biais d'une chaîne téléphonique, qu'ils ont ensuite relayée aux membres de leur famille;
- un plan était nécessaire pour répondre aux besoins des populations vulnérables confrontées à des dépendances – il a été décidé de fournir des produits de sevrage pour faciliter l'auto-isolement à domicile;
- un plan a été mis en œuvre pour travailler avec la GRC afin de résoudre les problèmes des membres positifs à la COVID-19 qui ne respectaient pas les mesures sanitaires ou ne s'isolaient pas eux-mêmes;
- une collaboration a été établie avec le district scolaire pour préparer des trousseaux de devoirs afin que les élèves puissent poursuivre leur scolarité à domicile;
- un système de distribution massive de nourriture a été mis en place pendant toute la durée du confinement;
- durant un épisode de froid, des membres ont été engagés pour livrer du bois de chauffage aux personnes dans le besoin;
- des relations ont été établies avec les médias locaux à 100 Mile House et Williams Lake, auxquels les membres ont fourni des informations précises et de première main afin de contrôler le flux d'informations;
- des trousseaux de secours contenant des médicaments, des vitamines et de la nourriture ont été préparés pour les membres positifs à la COVID-19;
- dans la mesure où des personnes positives et négatives vivaient dans les mêmes foyers, des espaces d'isolement ont été aménagés dans des hôtels;
- les risques concernant les enfants pris en charge et les moyens de les réunir en toute sécurité avec les membres de leur famille ont été limités;
- les funérailles ont été organisées en imposant une présence limitée des membres de la communauté;
- un travail de collaboration avec les voisins de la communauté, comme le district scolaire, la municipalité locale, le district régional, la GRC, le député provincial et les autres chefs du Nord de la Colombie-Britannique, a été effectué.

Le chef Joe Alphonse a commencé par présenter la communauté de Tl'etinqox, puis a évoqué les expériences acquises lors de la pandémie de COVID-19.

Le gouvernement Tl'etinqox a dû faire face à de nombreux défis, notamment :

- la sécurité de la communauté en raison de la circulation routière, du fait de son emplacement près de l'autoroute;
- la densité des logements, qui a créé des difficultés pour isoler les membres;
- la toxicomanie de certains membres de la communauté, qui ont eu du mal à respecter les mesures sanitaires;
- l'incapacité de la GRC à faire respecter les règlements de la communauté;
- les difficultés à traiter avec Emergency Management BC (équipe de gestion des urgences de la C.-B.) et à obtenir des ressources;
- le fait de garantir que les enfants pris en charge puissent voir leur famille.

Comme le chef Henderson, le chef Alphonse a fait état des difficultés à soutenir la famille lors du décès d'un membre de la communauté et a également parlé de l'incidence des pensionnats sur la réponse de la communauté. Le chef Alphonse a expliqué que la communauté a embauché un secrétaire pour documenter les expériences, les défis et les réussites, à la fois pour les générations futures comme outil de référence et comme moyen de tenir le gouvernement responsable. Le chef Alphonse a également déclaré que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence le besoin d'autonomie gouvernementale, de ressources plus nombreuses et adéquates et d'une force de police dirigée par les Premières Nations.

Séance en petits groupes

Soutenir les apprenants des Premières Nations pendant la pandémie de COVID-19

Conférenciers



Deborah Jeffrey, directrice générale, Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations (modératrice)



Thane Bonar, directeur des communications et des politiques, Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations (modérateur)



Heather Shaffer, coordonnatrice de l'éducation spéciale / superviseure de l'enseignement élémentaire, Lilwat Nation



Clayton Grice, président de l'Association des écoles des Premières Nations et directeur de l'école Tle'tinqox



Tammy Harkey, conseillère, bande indienne Musqueam



Iris Frank, responsable de l'éducation, Tla-o-qui-aht First Nation

Ce qui a été entendu

Deborah Jeffrey, du Comité de coordination de l'éducation des Premières Nations (CCEPN), a présenté un résumé des problèmes cruciaux qui ont entraîné des répercussions sur l'éducation des Premières Nations pendant la pandémie. La séance comprenait une discussion sur la réponse à la pandémie par le CCEPN et l'Association des écoles des Premières Nations (AEPN) pour répondre aux besoins des élèves des Premières Nations, dans les réserves et hors des réserves, qui fréquentent des écoles publiques et indépendantes. Le financement des élèves des Premières Nations pendant la pandémie de COVID-19 a été évoqué, et il a notamment été question de sources de financement telles que la subvention provinciale pour une rentrée scolaire sécuritaire, le fonds fédéral pour une rentrée scolaire sécuritaire, le financement des mesures urgentes de santé et de et les fonds alloués par le CCEPN aux Premières Nations de la Colombie-Britannique dans le cadre du financement fédéral. Les participants ont été encouragés à « sensibiliser les districts scolaires, à évoquer le sujet du [...] financement » et de la possibilité d'établir une collaboration pour soutenir collectivement les apprenants des Premières Nations.

« Ce modèle de partenariat tient compte des rôles essentiels et complémentaires que jouent les districts scolaires et les Premières Nations dans la prestation de services éducatifs aux apprenants des Premières Nations. » – Deborah Jeffrey

Deborah Jeffrey a également abordé les enjeux posés par la COVID-19 en ce qui concerne la gestion des écoles des Premières Nations, notamment la façon dont l'AEPN et le CCEPN ont collaboré sur ce front. Les ressources élaborées par le CCEPN et l'AEPN pour soutenir les écoles des Premières Nations ont été présentées aux participants, et des informations ont été données sur la réouverture des écoles, l'apprentissage continu et en ligne, le soutien aux familles, la santé mentale et le soutien à la résilience, et les mesures liées à la COVID-19.

La discussion en groupe a permis de présenter les pratiques mises en place par les Premières Nations pour soutenir les apprenants. Pour les écoles des Premières Nations, il s'agissait notamment de se mettre en relation avec la communauté, le chef et le Conseil, les parents, et d'obtenir des directives de leur part; d'utiliser les ressources du CCEPN pour élaborer un plan de rentrée scolaire axé sur l'apprentissage hybride; d'adapter les politiques pour que le personnel puisse travailler dans un contexte de pandémie. Les panélistes ont donné des leçons à retenir, notamment la nécessité d'être transparents avec les membres, de s'engager dans une communication ouverte et de faire preuve d'adaptabilité pour réagir face à des changements constants.

Pour les écoles publiques et indépendantes, cependant, les panélistes ont déclaré que les districts scolaires n'ont apporté que peu d'aide lorsque les élèves sont passés à l'apprentissage à domicile. Par exemple, plus de 90 % des élèves de la Tla-o-qui-aht First Nation n'avaient pas de tablette ou d'ordinateur portable à leur disposition et devaient se servir de leur iPhone, bien que beaucoup n'aient pas de connexion. De plus, le district scolaire n'a pas entrepris de suivi auprès des élèves touchés. Les élèves de l'école publique de Musqueam ont été organisés en groupes d'apprentissage communautaires, mais ils ne pouvaient pas communiquer en ligne avec leurs enseignants ou d'autres élèves, et les trousseaux d'apprentissage envoyés par le district scolaire ne contenaient aucun contenu culturel. En revanche, les panélistes ont déclaré que les élèves des écoles privées étaient bien soutenus.

« Les répercussions de la COVID-19 ne sont même pas [...] nous connaissons les inégalités sociales dont souffrent nos communautés autochtones, donc les répercussions sont plus profondes. La COVID-19 a mis en lumière [...] les forces et les carences. »

– Tammy Harkey

Les panélistes ont expliqué qu'une plus grande responsabilisation est nécessaire pour que les districts scolaires soutiennent adéquatement les apprenants des Premières Nations. Ils ont fait remarquer qu'étant donné que de nombreuses communautés des Premières Nations doivent encore payer la totalité des frais de scolarité, les districts scolaires devraient déployer des méthodes d'apprentissage de rechange, améliorer la communication avec les enseignants et fournir un soutien technologique de façon plus équilibrée. Ils ont également déclaré que les rapports des districts scolaires sur le Fonds fédéral pour une rentrée scolaire sécuritaire ne correspondaient pas aux perspectives et aux priorités des Premières Nations, ni à la réalité de la situation dans les communautés.

Les panélistes ont discuté des nombreuses initiatives qu'ils ont entreprises, sans l'aide des districts scolaires, pour soutenir les élèves, comme :

- la mise en place de modules d'apprentissage dans les communautés;
- la fourniture d'ordinateurs portables et d'iPads aux élèves;
- la conception de méthodes d'apprentissage de rechange;
- l'embauche de travailleurs auprès des jeunes;
- la poursuite des programmes de repas;
- l'offre de contrôles personnels réguliers avec les élèves et les parents;
- la fourniture de trousse de devoirs.

« Tandis que je vais de l'avant et que j'essaie de faire des choses pour mon école et ma communauté, je regarde par-dessus mon épaule pour m'assurer que ce sont bien eux qui me guident. » – Clayton Grice

Le CCEPN a mentionné d'autres travaux en cours :

- Recherche sur la baisse de l'apprentissage chez les apprenants des Premières Nations pendant la pandémie de COVID-19
- Collaboration avec des organisations compétentes afin d'élaborer un rapport similaire au rapport « In Plain Sight », pour aborder la question du racisme dans le système éducatif
- Travail sur les volets de la santé mentale et de la résilience, notamment le soutien aux étudiants de l'enseignement postsecondaire
- Conception d'une politique sur les langues qui soutient l'enseignement des langues autochtones en ligne et en personne
- Élaboration d'une lettre type que les communautés des Premières Nations pourront utiliser pour répondre aux préoccupations liées au financement provincial ou fédéral dans le contexte de la COVID-19 et à la présentation de rapports aux districts scolaires

Mesures de suivi

1. Le CCEPN diffusera un modèle de lettre que les communautés des Premières Nations pourront utiliser pour répondre à leurs préoccupations concernant le financement provincial et/ou fédéral dans le contexte de la COVID-19 et pour les rapports aux districts scolaires.

Séance en petits groupes

Gestion des urgences – « Échanges entre communautés »

Conférenciers



Patrika McEvoy, conseillère
Conseil du village de Old Massett (prière d'ouverture)



Ron Prest Skwah First Nation
(prière de clôture)



Darryl Adrian, coordonnateur de la gestion des urgences
Lillooet Tribal Council



Valerie O'Connell,
Skuwah First Nation



Conseillère Kelly-Ann Speck,
'Namgis First Nation



Erik Blaney, conseiller en services d'urgence
Naut'sa mawt Tribal Council



Teri Kish, gestionnaire des services d'urgence
Gaw Tlagee (Old Massett)



Kukpi7 Fred Robbins,
Esk'etemc First Nation



Jaimi Gardner,
Services aux Autochtones Canada, bureau régional de la C.-B. (modératrice)

Ce qui a été entendu

Cette séance a été l'occasion de découvrir le groupe des échanges entre communautés pendant la COVID-19 qui réunit chaque semaine les dirigeants des Premières Nations, les coordonnateurs des programmes d'urgence, les directeurs des services de santé et le personnel de SAC, dans le but de faire connaître les pratiques exemplaires en matière de préparation et d'intervention en cas de pandémie.

Les panélistes ont expliqué que ce groupe a été constitué dans le but de diffuser des informations et de résoudre des problèmes entre les communautés et les organisations autochtones. Ils ont expliqué à quel point il était important, selon la conseillère Kelly-Ann Speck, de « faire part de ses expériences, mais aussi d'apprendre et d'écouter, car nous savons qu'à tout moment, une autre épidémie peut survenir ». Le groupe a permis de créer un solide réseau de soutien au moment où les membres sont devenus fatigués, ont vécu des pertes et ont célébré des réussites. Ils ont également discuté de la charge réelle et du sens des responsabilités qui pèsent sur les dirigeants et les gestionnaires d'urgence. L'un des points saillants est le fait que, lors de ces réunions, outre la diffusion d'informations, les pratiques culturelles – chants, histoires et prières – ont commencé à être abordées.

« Cette réunion nous a donné à tous l'occasion de taper du poing sur la table ou de laisser échapper quelques larmes, d'entendre quelques chansons [...] et de nous réunir pour nous écouter et apprendre les uns des autres. » – Kukpi7 Robbins

« Cet espace s'est rapidement transformé en un espace accueillant toutes les Premières Nations de la Colombie-Britannique qui souhaitaient se joindre pour apprendre, partager et se rapprocher des autres. » – M^{me} Gardner

« Ce groupe symbolise la conviction de la nécessité de la réciprocité – vous vous apportez une aide mutuelle pour votre bénéfice mutuel [...] et il a confirmé que notre communauté est très vaste; elle ne se limite pas aux frontières de nos propres membres. » – Conseillère Speck

« Nous devrions maintenir ces échanges et commencer à voir à quoi ressemble le rétablissement dans nos communautés. » – M. Blaney

Séance en petits groupes

Développement économique – « Initiatives autochtones pour la reprise économique »

Conférenciers



Chef régional Terry Teegee, Assemblée des Premières Nations de la C.-B. (modérateur)



Mark Podlasly, directeur de la politique et des initiatives économiques, First Nations Major Projects Coalition (Coalition des Premières Nations pour les grands projets)



Paula Amos, cheffe du marketing et du développement, Indigenous Tourism Association of BC (modératrice)



Michael Bonshor, fondateur et directeur général, BC First Nations Business Development Association



David Russell, directeur, Terres et développement économique, Services aux Autochtones Canada, bureau régional de la C.-B.

Ce qui a été entendu

Le groupe a organisé un dialogue ouvert sur les stratégies et les initiatives susceptibles d'aider les communautés des Premières Nations dans leurs efforts de reprise économique. Deux thèmes majeurs sont ressortis de la discussion :

- Les répercussions économiques actuelles de la pandémie sur les communautés des Premières Nations et la nécessité d'améliorer les programmes gouvernementaux et les processus d'approvisionnement, tant à l'échelle nationale que transfrontalière, afin de permettre aux Premières Nations de participer pleinement à la reprise économique après la pandémie.
- La nécessité de s'engager avec les Premières Nations pour adopter des mesures et une répartition plus équitables de la croissance économique et des ressources.

Paula Amos a évoqué les répercussions de la COVID-19 sur l'industrie touristique autochtone, expliquant que l'évolution de l'aide apportée aux entreprises touristiques autochtones a consisté à assurer, dans un premier temps, la sécurité des communautés au début de la pandémie, puis à les aider à « maintenir leurs activités », avant de passer à l'élaboration d'une stratégie de redressement lorsque la province a commencé à s'ouvrir. En outre, Paula Amos a souligné que la pandémie a durement touché cette industrie, avec plus de 90 % des entreprises touristiques fermées ou exploitées à une capacité limitée. Il a été réaffirmé qu'il fallait faire davantage pour permettre aux Premières Nations d'occuper une position stratégique afin de tirer parti des possibilités offertes par la pandémie, et que des discussions clés sur la durabilité du tourisme et les indicateurs économiques devaient avoir lieu.

Michael Bonshor a présenté la nouvelle First Nations Business Development Association, créée pour soutenir et défendre les entreprises appartenant aux Premières Nations en Colombie-Britannique. Les premiers domaines d'intérêt de l'association sont, notamment, la gouvernance des entreprises et la relation de travail entre les élus et les chefs d'entreprise, la création d'un programme de sensibilisation à l'information, ainsi que la collaboration et le partenariat avec des organisations existantes travaillant dans le même domaine (comme Innovate BC).

Mark Podlasly a évoqué le rapport intitulé [*Centering First Nations Concepts of Wellbeing*](#), qui traite de la grande importance accordée au produit intérieur brut (PIB) pour mesurer la richesse économique d'un pays et d'un peuple, et a expliqué en quoi cet indicateur ne cadre pas avec les valeurs et les indices de bien-être actuellement retenus. En tant que mesure des exportations et de la production économique, Mark Podlasly a noté que le PIB a historiquement exclu les Premières Nations de l'économie en n'intégrant pas d'autres indicateurs clés de la réussite économique et sociale, tels que la durabilité environnementale et la conservation des ressources. La nécessité de disposer d'un indicateur plus pertinent de la valeur économique a également suscité une discussion sur les droits fonciers. Mark Podlasly a également souligné la nécessité pour les Premières Nations de bénéficier d'un meilleur partage des revenus des ressources et de droits aux activités économiques sur leurs terres ancestrales.

David Russell a présenté un résumé des initiatives fédérales mises en place pour soutenir les entreprises pendant la pandémie, et a évoqué le travail de collaboration avec les entreprises et les organisations autochtones (comme Indigenous Tourism BC et les institutions financières autochtones) et SAC pour mettre en place le Fonds d'appui aux entreprises communautaires autochtones.

Les participants ont indiqué qu'il était nécessaire que SAC propose des programmes plus ciblés afin d'apporter un soutien et un financement aux Premières Nations et les aider à tirer parti du tourisme et des grands projets d'infrastructure lorsque l'économie sera relancée. Les participants ont noté que l'on

s'attendait à ce que l'économie s'améliore et qu'il s'agissait d'une bonne occasion pour les Premières Nations de s'engager et de travailler davantage en collaboration avec SAC et d'autres partenaires en Colombie-Britannique. Cependant, il faut comprendre que cette occasion se présente à un moment où de nombreuses entreprises sont insolvables et en difficulté. Il est clair qu'il faut agir davantage en faveur de la réconciliation, du transfert et de l'intégration des connaissances et de l'amélioration de la capacité économique des communautés autochtones, sans quoi les Premières Nations continueront à être empêchées de stimuler leur développement économique.

Les recommandations suivantes ont été formulées :

- Création d'un plus grand nombre de sociétés de développement autochtones pour permettre une meilleure intégration et un plus grand engagement dans l'économie
 - Soutien aux entreprises les plus durement touchées par la COVID-19, telles que les entreprises touristiques, afin qu'elles puissent profiter du boom économique postpandémique
-

Seconde journée Discussion informelle

Conférenciers



*Aînés Sam et Les George,
Tsleil-Waututh Nation*



*Chef national Perry Bellegarde,
Assemblée des Premières Nations*



*L'honorable Marc Miller,
Ministre des Services aux Autochtones*



*L'honorable Carolyn Bennett,
Ministre des Relations Couronne-Autochtones*



*Chef régional Terry Teegee,
Assemblée des Premières Nations de la C.-B. (modérateur)*

Ce qui a été entendu

Plus de 265 personnes ont assisté virtuellement à la discussion informelle à laquelle ont participé le chef national Perry Bellegarde, de l'Assemblée des Premières Nations, l'honorable Marc Miller, ministre des Services aux Autochtones, et l'honorable Carolyn Bennett, ministre des Relations Couronne-Autochtones. La séance a été introduite par le chef régional Terry Teegee, de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique. Les participants ont tenu une discussion animée et franche sur les priorités, les défis et les espoirs pour l'avenir. Le chef national et les ministres ont été invités à réfléchir à 3 questions dans leurs observations, qui ont été formulées dans les termes que voici :

- Lorsque vous faites le bilan de l'année écoulée, quelles sont les choses dont vous êtes vraiment fier?

- Au cours de l'année écoulée, quelque chose en particulier vous a-t-il empêché de dormir?
- Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir pour l'avenir?

Le ministre Bennett a parlé de l'importance d'événements comme *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tā sqaqip ct*, et de leur rôle clé dans l'évolution des relations entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones. La ministre a évoqué les réalisations accomplies au cours de l'année précédente, notamment la réponse aux problèmes relevés dans les appels à la justice du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, par l'entremise du Plan d'action national, et la présentation d'une loi visant à mettre en œuvre la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Il a également été question du travail de collaboration effectué pour faire progresser l'autodétermination en Colombie-Britannique.

Le ministre Miller a évoqué les efforts déployés par le gouvernement fédéral en Colombie-Britannique pour répondre à la pandémie de COVID-19 en partenariat avec les communautés et l'autorité sanitaire des Premières Nations. Le ministre a également abordé le travail effectué dans le domaine des services à l'enfance et à la famille et les efforts déployés par le ministère pour répondre aux besoins de santé des enfants autochtones par le biais du principe de Jordan. Les répercussions de la crise actuelle des opioïdes en Colombie-Britannique sur les peuples et les communautés autochtones ont également été reconnues.

Le chef national Bellegarde a évoqué les répercussions de la COVID-19 et le travail accompli par les dirigeants des Premières Nations pour protéger les communautés des Premières Nations, en soulignant notamment l'importance de veiller à ce que les priorités des Premières Nations soient prises en compte dans le cycle budgétaire du gouvernement fédéral, afin que des ressources soient allouées pour répondre aux besoins des communautés des Premières Nations. Le chef national Bellegarde a également souligné la nécessité de combler le fossé qui sépare les peuples des Premières Nations et l'avenir prometteur qu'il entrevoit au sein de la jeunesse autochtone.

Séance plénière

Revendications particulières

Conférenciers



Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire-trésorière, Union of BC Indian Chiefs, cheffe de la bande indienne Neskonlith



Chef Dalton Silver, Sumas First Nation



Jody Woods, directrice de recherche, Union of BC Indian Chiefs
Groupe de travail sur les revendications particulières de la C.-B.



Martin Reiher, sous-ministre adjoint
Résolution et partenariats, Relations Couronne-Autochtones
et Affaires du Nord Canada

Ce qui a été entendu

Des représentants des Premières Nations et du gouvernement fédéral ont fait le point sur les activités liées aux revendications particulières en Colombie-Britannique.

Kukpi7 Wilson a évoqué le travail du groupe de travail sur les revendications particulières de la Colombie-Britannique, en soulignant que le groupe de travail a présenté en 2019 à l'Assemblée des Premières Nations un mémoire portant sur un processus indépendant d'évaluation des revendications particulières et a réaffirmé que :

« Pour encourager l'établissement de relations justes, les deux volets constitutifs du conflit d'intérêts dans lequel se trouve le Canada, qui sont le contrôle de la gestion et de l'évaluation des revendications et la confiance dans le seul système canadien de common law et de droit civil utilisé pour évaluer et juger les revendications, doivent être complètement écartés de toutes les composantes du processus. »

Kukpi7 Wilson a soulevé le fait que le Canada se trouvait en situation de conflit d'intérêts puisqu'il contrôlait la gestion et l'évaluation des revendications formulées contre lui, et qu'il n'intégrait ni ne reconnaissait les lois autochtones. Kukpi7 Wilson a souligné que du fait de ces conflits d'intérêts, le processus de traitement des revendications ne répondait pas à l'obligation du Canada en vertu de la DNUDPA. À cette fin, le groupe de travail se concentre actuellement sur l'intégration des lois autochtones dans le processus de règlement des différends.

Jody Woods a évoqué les enjeux politiques actuels et émergents en matière de revendications particulières en Colombie-Britannique, en soulignant les changements récents apportés par le gouvernement fédéral aux lignes directrices sur le financement de la recherche et de la négociation, qui ont donné lieu à des processus lourds, chronophages et rigides, non conformes aux engagements de collaboration et susceptibles d'entraver l'accès des Premières Nations à un règlement équitable des revendications. Il a également été question des écarts dans l'attribution des fonds de recherche et des préoccupations soulevées par les Premières Nations au sujet de l'approche du gouvernement lors des négociations. Jody Woods a indiqué que ces problèmes avaient érodé la confiance entre les Premières Nations et le gouvernement du Canada et qu'ils dénotaient un manque de transparence et de responsabilité de la part du gouvernement fédéral.

Le chef Dalton Silver a présenté une perspective historique au sujet des revendications particulières et a résumé la situation actuelle comme suit : 1) un changement transformateur est nécessaire pour instaurer un processus entièrement indépendant qui intègre pleinement les lois autochtones; 2) il existe des problèmes systémiques d'unilatéralisme et de manque de transparence qui découlent du conflit d'intérêts du Canada; 3) une approche équitable et transparente du règlement des revendications est nécessaire pour toutes les revendications, quelle que soit la valeur de règlement prévue. Le chef Silver a également expliqué qu'il fallait accorder aux Premières Nations un financement des capacités suffisant pour « uniformiser les règles du jeu » et qu'il était temps de « mettre en pratique ce qui a été décidé [...] pour favoriser les relations de nation à nation, en personne, entre les Premières Nations et le gouvernement du Canada ».

Le sous-ministre adjoint Martin Reiher a présenté des informations sommaires sur le secteur de la résolution et des partenariats où se trouve la Direction générale des revendications particulières de RCAANC. Cette présentation a permis d'apprendre que la Direction générale des revendications particulières a été transférée au secteur en avril 2020 afin de favoriser une plus grande cohérence entre les revendications particulières et les politiques et initiatives de réforme relatives aux ajouts aux réserves, et de renforcer les efforts de RCAANC pour aider les partenaires autochtones à résoudre les différends du passé, tout en mettant davantage l'accent sur la voie à suivre vers la reconnaissance des droits des Autochtones et l'autodétermination. En outre, une mise à jour a été faite au sujet du programme des revendications particulières, indiquant qu'au cours des cinq dernières années, un total de 153 revendications en Colombie-Britannique avaient été résolues pour un montant de 3,7 milliards de dollars en règlements versés aux Premières Nations. Depuis mars 2020, 7 revendications ont été réglées et 31 revendications ont été évaluées. Des efforts ont été relevés pour travailler en collaboration avec les Premières Nations tout au long du processus de revendication, pour faire preuve d'innovation et de souplesse, et pour communiquer les mises à jour. Le sous-ministre adjoint Martin Reiher a réagi au mémoire présenté par le groupe de travail sur les revendications particulières de la Colombie-Britannique à l'Assemblée des Premières Nations concernant la réforme du processus de revendication en déclarant :

« Nous nous engageons à travailler en étroite collaboration avec nos partenaires des Premières Nations pour trouver des moyens équitables et pratiques d'améliorer le processus des revendications particulières. »

Mesure de suivi

- Le sous-ministre adjoint Reiher s'est engagé à vérifier si les informations sur la distribution des 2 millions de dollars de financement de la recherche et du développement aux Premières Nations peuvent être rendues publiques et transmises aux parties intéressées.

Séance plénière

Application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones au Canada, projet de loi C-15 : *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

Conférenciers



Sous-ministre adjoint Ross Pattee, Secteur de la mise en œuvre, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada



Sous-ministre adjointe Laurie Sargent, Portefeuille des affaires autochtones, ministère de la Justice Canada



Judith Sayers, présidente Nuu-chah-nulth Tribal Council



Chef Christopher Derickson, Westbank First Nation

Ce qui a été entendu

Une mise à jour a été faite sur le projet de loi C-15, *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (la *Loi*), et une discussion a eu lieu sur les moyens d'étudier les possibilités avec les dirigeants des Premières Nations et d'autres intervenants quant à la façon de mettre en œuvre la *Loi* après la sanction royale.

La sous-ministre adjointe Laurie Sargent a d'abord passé en revue le processus d'engagement qui a mené à l'élaboration de la *Loi*. Elle a ensuite présenté un résumé des obligations essentielles imposées par la *Loi*, en soulignant l'importance de la collaboration entre le gouvernement et les peuples autochtones, et en précisant que les travaux à venir devaient reposer sur une approche pangouvernementale. Elle a également présenté l'état actuel de la *Loi* au Parlement et une explication des premières étapes de sa mise en œuvre après qu'elle aura reçu la sanction royale. La sous-ministre adjointe Laurie Sargent a expliqué que le gouvernement fédéral chercherait à obtenir un éventail de points de vue dans cette étape de planification préliminaire et qu'il examinerait les mécanismes de gouvernance internes afin de concevoir et de promouvoir une approche pangouvernementale de l'harmonisation des lois avec la Déclaration.

Le sous-ministre adjoint Ross Pattee a abordé le volet de la *Loi* relatif au plan d'action, en précisant que le Canada n'entendait pas établir un ensemble prédéterminé de priorités pour son plan d'action, mais

qu'il partait plutôt d'une page blanche, et a déclaré que la première étape consisterait à déterminer la façon dont le plan d'action serait élaboré. Il a également expliqué que le gouvernement fédéral s'adresserait aux communautés pour savoir comment se déroulerait l'élaboration du plan d'action et pour donner aux communautés « suffisamment de temps pour nous indiquer ce que les communautés attendent du plan d'action ». Le sous-ministre adjoint Ross Pattee a déclaré que le gouvernement fédéral s'efforcerait d'harmoniser les efforts et de ne pas les dédoubler, notamment par le biais des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, de la création du Conseil national de réconciliation et des appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Dans le cadre de la discussion, 3 questions clés ont été posées :

- Existe-t-il des modèles d'engagement entre les peuples autochtones et les gouvernements qui trouvent un écho auprès de vous?
- Comment faire en sorte que les diverses populations autochtones soient entendues?
- Quelles sont les principales priorités à inclure dans la mise en œuvre de la *Loi*?

La présidente Judith Sayers a discuté des leçons que le gouvernement de la Colombie-Britannique a tirées de la mise en œuvre de sa loi relative à la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. Judith Sayer a souligné que l'un des principaux obstacles résidait dans l'état d'esprit de la bureaucratie quant à sa vision des peuples autochtones. Au cours de cette discussion, Judith Sayer a encouragé le gouvernement fédéral à donner la priorité à la formation à l'antiracisme et à la compétence culturelle dans ses rangs dès le début et de façon continue, afin de respecter son engagement à mettre en œuvre la *Loi*. Judith Sayer a fait remarquer que la *Loi* manquait de « fermeté », car la seule exigence en matière de responsabilité consistait en un rapport annuel à présenter au Parlement, sans responsabilité directe envers les Premières Nations. Il a été recommandé qu'un tribunal indépendant soit constitué pour veiller à ce que tous les gouvernements prennent des mesures, car il est nécessaire que les voix des communautés des Premières Nations se fassent entendre davantage, outre celles des organisations autochtones. Judith Sayers a fait remarquer qu'il existe en Colombie-Britannique des ressources auxquelles on peut faire appel pour obtenir de l'expertise et établir des priorités. En ce qui concerne les deux « corvées » (les lois et le plan d'action), elle a suggéré que le plan d'action pourrait être progressif, et comporter des objectifs à court terme et réalisables, au lieu d'attendre la publication d'un plan complet avant de passer à l'action, et ce, en faisant appel aux groupes existants qui sont mobilisés et prêts à travailler. Judith Sayers a également souligné l'absence de contribution des Premières Nations à la rédaction de la mesure législative ou de ses modifications, ainsi que l'absence de processus permettant de s'assurer que les Premières Nations et les gouvernements fédéral et provinciaux travaillent ensemble à l'élaboration de la législation et à ses modifications. Judith Sayers a de nouveau insisté sur le fait qu'un tribunal indépendant aiderait à permettre aux deux groupes de travailler ensemble, soulignant la nécessité de résoudre la confusion autour des termes clés de la Déclaration, et a conclu en affirmant qu'il est essentiel de maintenir de bonnes relations, afin que les difficultés puissent être surmontées grâce à des discussions.

« Je tiens réellement à œuvrer pour que cette démarche soit menée à bien et pour que nous puissions agir d'une manière que nous aurons choisie, dans une démarche qui aille véritablement dans le sens de l'autodétermination. » – Présidente Sayers

Le chef Derickson a conclu la discussion en relatant le parcours de la Westbank First Nation vers l'autonomie gouvernementale. Parmi les questions posées aux participants, on peut citer celles-ci : « Êtes-vous prêts pour la mise en œuvre de la DNUDPA? Sommes-nous prêts à changer le discours qui consiste à blâmer nos chefs et nos conseils ou le Canada [...] et à commencer à assumer la responsabilité de notre avenir? » Le chef Derickson a conclu en faisant remarquer que la rédaction de la loi était « la partie facile » et que le vrai travail consistait à la mettre en œuvre. Le chef Derickson a fait remarquer que la Westbank First Nation était responsable de son avenir et que de nombreux articles de la DNUDPA étaient déjà incorporés dans l'entente sur l'autonomie gouvernementale de la Westbank First Nation. Celle-ci n'était pas prête à attendre l'adoption d'une loi ou le dépôt d'un plan de mise en œuvre. La Westbank First Nation était prête à mettre en œuvre la DNUDPA « maintenant » et a mis au défi le gouvernement fédéral de suivre le rythme des Premières Nations qui étaient prêtes à agir.

Mot de la fin de la deuxième journée

Conférenciers



*Robert Phillips,
Sommet des Premières Nations*



*Angela Bate, directrice générale
Traités et gouvernement autochtone, Négociations Ouest
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada*



*Bill Guerin, directeur général régional associé
Services aux Autochtones Canada, bureau régional de la C.-B.*

Ce qui a été entendu

Des remerciements ont été adressés aux Aînés, aux conférenciers, aux modérateurs, aux participants, aux bénévoles et au personnel du SFPPN pour avoir organisé le rassemblement et y avoir participé. L'invitation à la deuxième partie de *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct*, qui doit se tenir les 23 et 24 juin 2021, a été transmise. Il a été précisé que si les participants souhaitaient que des points soient inclus dans l'ordre du jour, ils devaient communiquer avec le bureau régional de la Colombie-Britannique de SAC.

Points saillants de l'évaluation

Les commentaires des participants sur *La Rencontre 2021, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct* ont été recueillis tout au long des 2 journées. Les points saillants de ces commentaires sont présentés ci-dessous.

Commentaires généraux

Les commentaires des répondants au sondage ont permis de recueillir des remarques et des suggestions précieuses. Ces commentaires sont essentiels pour l'élaboration de futures séances, d'autant plus que c'était la première fois que ce rassemblement était organisé en format virtuel. Les commentaires comprenaient les suggestions suivantes :

- accorder plus de temps pour les périodes de questions-réponses pendant toutes les séances;
- plutôt que de tenir 2 journées complètes de séances virtuelles, faire en sorte que les journées soient plus courtes pour éviter la fatigue des longues journées sur Zoom;
- demander aux conférenciers, aux panélistes et aux modérateurs de fournir des ressources virtuelles supplémentaires lors des séances, telles que des extraits audio et vidéo et des arrière-plans différents;
- conserver les supports culturels traditionnels proposés lors de la séance de mars 2021;
- fournir une salle de réunion sur la plateforme Zoom où les participants peuvent choisir de déjeuner ensemble, de discuter et éventuellement de réseauter.

Voici quelques commentaires fournis par les répondants au sondage :

« Très bien organisé et pertinent. Des animateurs formidables. »

« Formidable de faire partie du webinaire "La Rencontre", beaucoup d'histoires intéressantes qui se rejoignent toutes sur certaines questions. Mes sincères condoléances à toutes les personnes qui ont perdu des proches au cours de cette pandémie. »

« J'ai apprécié ce qui s'est passé aujourd'hui, merci à tous les conférenciers, modérateurs, panélistes. La connaissance est un pouvoir et entendre les perspectives des individus des Premières Nations aide à mieux comprendre où nous nous situons en tant que peuple des Premières Nations dans son ensemble. »

« Merci pour cette journée :) »

« Ça s'est très bien passé! Wow, bon travail. Les modérateurs/animateurs étaient excellents. Le fait de récapituler et de répéter les questions a beaucoup aidé à suivre la conversation. »

Conclusion et prochaines étapes

Les Premières Nations ont toujours affirmé l'importance que les communautés communiquent leurs réussites et leurs défis. Le programme des prochaines éditions de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct* continuera d'intégrer des suggestions et des recommandations qui répondent aux besoins des communautés des Premières Nations et qui sont pertinentes pour ces dernières.

Si vous avez des suggestions qui permettraient d'améliorer et de renforcer le dialogue, la mobilisation et le réseautage dans le cadre de *La Rencontre, kexwkexwntsút chet, tə sǫǫǫip ct*, veuillez les faire parvenir par courriel à l'adresse ourgathering@sac-isc.gc.ca.

Annexe A : Trousse d'information et ordre du jour pour les délégués

La trousse d'information pour les délégués et l'ordre du jour de *La Rencontre* des 10 et 11 mars étaient disponibles pour tous les participants sur le [site Web du SFPPN](#).